



**Syndicat National Force Ouvrière
des Finances Publiques
Section des Côtes d'Armor**

Téléphone/Fax : 02.96.01.42.35

fo.ddfip22@dgfip.finances.gouv.fr

SITE WEB LOCAL: <http://www.fo-dgfip-sd.fr/022/>

DECLARATION LIMINAIRE DU CHSCT DU 18 avril 2014

Monsieur Le Président du CHSCT des Côtes d'Armor,

La première vague électorale vient de passer, avec ses conséquences pour le gouvernement AYRAULT qui menait la politique dictée par l'Europe, de la MAP.

Le gouvernement VALLS ne semble pas avoir abandonné les idées de son prédécesseur, ni la MAP, puisqu'il poursuit la politique libérale annoncée par le Président de la République le 14 janvier dernier et annonce 19 milliards d'euros d'économie (dernier prix à 18 milliards ce lundi 14 avril, quel cadeau !!!) à faire sur les dépenses de l'Etat sur la période 2015-2017, partie des 50 milliards d'économie qu'il faut faire pour répondre au déficit inférieur à 3 % du PIB imposé par Bruxelles.

Cela n'est pas pour rassurer les agents.

Comme d'habitude, on peut s'attendre à ce que le traitement des agents soit encore gelé, à ce que les promotions soient encore réduites, à des restructurations et des réformes incessantes.

Pour **Force Ouvrière**, cette politique libérale n'est pas un tournant, mais bien une politique assumée dans le prolongement de l'adoption du Traité Européen qui impose aux peuples une austérité généralisée.

En attendant, la deuxième vague électorale des européennes, les directions vont bientôt pouvoir mettre en œuvre la fameuse « démarche stratégique » et ses redoutables conséquences.

A **Force Ouvrière**, on est inquiet de l'application qu'il va être fait de cet outil, de ses modalités d'application et des conséquences que les changements vont avoir tant pour les agents que pour les usagers, notamment les nouveaux élus municipaux sans expérience avec les suppressions de petites structures comme envisagé dans les Côtes d'Armor.

Que doivent attendre les agents de tout cela ?

Pas grand chose de bon. Les restructurations, les réformes, les suppressions d'emplois, la régionalisation vont continuer bon train et avoir des conséquences pour les agents.

Pourtant les RPS sont au centre des préoccupations du ministère, du gouvernement.

On a du mal à y croire !!!

Nous savons pertinemment que le ministère et ses représentants départementaux n'ont pas décidé de s'attaquer aux causes mais de faire du saupoudrage sur les conséquences. Pourtant la DGAFP a ouvert ce 10 avril, un cycle de négociations sur la qualité de vie au travail, jugeant qu'il est plus que jamais nécessaire de travailler sur l'amélioration de la qualité de vie au travail.

Pour **Force Ouvrière**, les suppressions d'emplois sont la cause principale de dégradation des conditions de travail.

Tous ces éléments font que les agents sont de plus en plus exposés aux risques de souffrances au travail.

Pour **Force Ouvrière**, améliorer la qualité de vie au travail c'est :
arrêter la suppression des postes,
engager les recrutements nécessaires,
stabiliser les services et les missions,
améliorer les conditions de travail,
augmenter immédiatement de 8% la valeur du point d'indice et attribuer 50 points
d'indice uniforme,
améliorer le déroulement de carrière.